

L'Ame Belge

*... L'Ame belge que les siècles ont pétrie
de loyauté et d'héroïsme et qui passera
inviolée et immortelle aux générations
futures.*

SOMMAIRE :

N° 15

AU ROI.

**LES ORIGINES DE NOTRE
UNITÉ NATIONALE.**

**LA MISSION D'ÉMILE
VANDERVELDE EN RUSSIE.**

AU PILORI.

REVUE DE LA PRESSE.

LE SENS DE LA MORT.

L'Ame Belge

... L'Ame belge que les siècles ont pétrie
de loyauté et d'héroïsme et qui passera
inviolée et immortelle aux générations
futures.

A U ROI

SIRE,

Voici que pour la 3^{me} fois, nous allons passer sous l'occupation étrangère la journée du 21 juillet. Comme c'est, d'autre part, la première fois qu'il est donné à *L'Ame Belge* de sortir de presse ce jour là, qu'il lui soit permis de vous présenter à cette occasion l'hommage de son profond respect et de ses sentiments du loyalisme le plus ardent.

Nous célébrerons donc aujourd'hui notre fête nationale. Ah certes, cette année encore, il n'y aura pas de réjouissances populaires: il n'y aura ni discours officiels, ni concerts sur les places publiques, ni distribution solennelle des récompenses, ni régates, ni cortèges, ni feux d'artifice. Dans nos cœurs opprimés, règnent toujours le deuil des époux immolés, ou des pères disparus, la tristesse des séparations dont on ne sait ni quand ni comment elles prendront fin, les angoisses affreuses concernant la vie ou la santé d'êtres chers dont on n'a plus de nouvelles, et pour nous mêmes, les torturantes inquiétudes au sujet du lendemain incertain ... Et cependant, malgré tout, nous serons en fête; ce sera la fête de l'Idéal, la fête de la Fidélité inébranlable de tout un peuple aux libres institutions qu'il s'est données, la fête du Sacrifice qu'il a consenti et qu'il consent encore pour le maintien de son indépendance, la fête de la Justice pour laquelle il a souffert et pour laquelle il continue à souffrir.

SIRE,

Voici bientôt trois ans que, suivant l'appel du devoir, vous fûtes contraint de quitter votre bonne ville de Bruxelles: depuis votre départ, la muraille de fer qui vous sépare de votre peuple est restée infranchissable. Nous avons donc dû, pendant toute la durée de l'occupation, nourrir nos pensées et alimenter nos énergies de ces fiers enseignements que vous nous donnâtes le 4 août 1914. Aussi, nous avons toujours présentes à la mémoire les mâles paroles que, interprète fidèle de la conscience nationale, vous adressâtes alors aux représentants de votre peuple. Elles sont comme autant d'axiomes, de règles directrices de vie, dont tous les bons Belges eurent à cœur de s'inspirer au cours des trois années qui viennent de s'écouler: « Partout, en Flandre et en Wallonie, dans les villes et dans les campagnes, un seul sentiment étreint les Belges: *Le Patriotisme*; une seule vision » emplit les esprits: *notre indépendance* » *compromise*; un seul devoir s'impose à » nos volontés: *la résistance opiniâtre*. » Dans ces circonstances, deux vertus sont » indispensables: *le courage calme* mais » ferme et *l'union* intime de tous les Belges. Le moment est aux actes. Je vous » ai réunis afin de permettre aux Chambres législatives de s'associer à l'élan » du Peuple dans un même sentiment de » *Sacrifice* ... Il u'y a plus qu'un seul » parti: celui de la Patrie ... Personne » dans ce pays ne faillira à son devoir ... » Depuis lors, trois ans ont passé ... C'est peut être l'heure de se demander si votre Peuple a su rester fidèle au program-

me d'action que vous lui traciez si éloquemment le veile de votre départ.

Nous ne parlerons pas, Sire, de notre armée : le monde entier a frémi au récit de ces exploits glorieux : grâce à un esprit de sacrifice et d'héroïsme inouis, non seulement elle a sauvé notre indépendance mais à un moment d'extrême péril, elle a été le rempart de la civilisation moderne en Occident. Vous avez vécu au milieu d'elle, vous avez été témoin du courage tenace, de l'endurance sublime, de l'abnégation admirable de nos soldats. Comme le proclamait il y a un an le Cardinal Mercier dans la chaire de Sainte-Gudule, ils sont nos maîtres et nous avons contracté envers eux une dette impérissable de reconnaissance.

Mais nous mêmes, Sire, habitants de la Belgique occupée, avons nous suivi les conseils de courage et de résistance, de sacrifice et d'union que vous nous avez donnés si judicieusement au moment où vous eûtes la vision prophétique de l'effroyable cataclysme qui allait s'abattre sur notre malheureuse Patrie ? A cette question, et pour l'ensemble du pays, nous avons l'incomparable satisfaction de pouvoir répondre affirmativement. Pour justifier cette réponse, il suffira de citer la fière conduite du Bourgmestre Max dont l'exemple plane toujours sur notre vie d'occupation pour orienter nos résolutions vers la résistance, l'attitude d'indomptable insubordination au pouvoir occupant d'un Cardinal Mercier, les sublimes refus de travail opposés par nos ouvriers non seulement aux offres tentatrices de l'ennemi, mais à ses injonctions menaçantes, les démissions de nos fonctionnaires adressées à l'envahisseur qui affiche la prétention de diviser notre Patrie après avoir perdu l'espoir de la conquérir... Et nous oublions tant de gestes et tant de noms. Et nous sommes surtout dans l'impossibilité de citer tous ces petits dévouements obscurs à notre cause, ces sacrifices souvent héroïques dont quelques uns seuls sont témoins, ou qui même resteront à jamais enfouis dans les profondeurs des consciences. Et nous n'avons pas même la liste de tous ceux

qui, ici, sur le sol patrial, ont versé leur sang en martyrs de notre liberté.

Oh, oui, Sire, dans son ensemble, votre peuple a été beau. Il a été courageux admirablement, il a fait preuve d'un magnifique esprit de sacrifice, il a résisté avec entêtement à l'ennemi et indéfectiblement il est resté uni.

Certes il y eut des exceptions : c'est naturel et inévitable et la prolongation de l'occupation n'est pas faite pour les diminuer. Il y eut des lâchetés, des trahisons, des compromissions, des fortunes injustement acquises, des manœuvres de division déplorables. Ces défaillances sont extrêmement pénibles : elles ne peuvent pas laisser insensibles les cœurs de tous les bons patriotes, mais cependant, telles quelles, elles ne doivent pas nous affliger outre mesure ni surtout décourager ceux qui sont résolus de soutenir jusqu'au bout l'honneur du peuple belge. Car à tout prendre, elles ne sont, dans notre pauvre humanité, que la rançon presque fatale de toute beauté et de toute grandeur morale. Jamais, on n'a vu, dans un milieu social donné, fleurir la seule vertu. Toujours le vice est là, qui guette, pas à pas, et menace de la faire fléchir. Mais tant qu'elle résiste, tant qu'elle domine, elle a le merveilleux privilège — ainsi dans notre Patrie occupée — de répandre sur tout ce qui l'entoure des rayons de son idéale beauté et de dissiper mainte ombre facheuse.

Il ne semble d'ailleurs pas, que les tares constatées chez nous pendant la crise que nous traversons soient plus graves que celles observées chez d'autres pendant le même temps. Mais pour nous juger avec équité, il convient surtout de considérer dans quelles circonstances elles ont apparu sur notre sol : c'est pendant une occupation étrangère qui est bien l'épreuve la plus dangereuse que l'on puisse faire subir aux vertus nationales d'un peuple, le régime le plus apte à produire chez lui — lorsque surtout, comme c'est le cas, elle se prolonge pendant des années — un fléchissement moral. L'occupation étrangère, c'est l'industrie et le commerce paralysés, laissant dans l'oisiveté mauvaise conseillère — des milliers et des milliers d'êtres

humains, c'est la nation privée de la direction de ses chefs légitimes, abandonnée à elle-même, aux seules ressources de sa vie intérieure, incessamment travaillée par un pouvoir ennemi qui, au moyen des ressources diverses, s'ingénie à lui faire abandonner la voie du Devoir; l'occupation étrangère, c'est l'esprit public faussé par les sophismes multipliés d'une presse reptile, ce sont les privations de tout genre, imposées à une population, rendant plus alléchantes les offres d'un tentateur infernal, diminuant ainsi graduellement sa force de résistance au Mal; c'est le silence et l'inaction imposés aux bons, c'est la liberté d'allures et de propagande réservées aux méchants. L'occupation étrangère, c'est en un mot un merveilleux bouillon de culture pour tous les germes morbides, toujours prêts à éclore chez la meilleure des nations, le plus pur des peuples: les égoïsmes, les haines, les rancunes, les jalousies, l'insatiable soif de l'or.

Cette épreuve redoutable, Sire, nous l'avons supportée victorieusement pendant trois ans. Non certes que le Mal n'ait pas fait son apparition mais il s'est révélé impuissant à ternir l'idéale beauté du Bien: celle du dévouement absolu, du sacrifice illimité à la Patrie une et indépendante.

Ce fut d'ailleurs une erreur qui prit cours facilement dans l'enthousiasme collectif des premiers jours de guerre, de croire que celle-ci avait transformé complètement nos compatriotes, les avait soudainement transmués en hommes nouveaux, exempts de tous défauts, n'ayant d'autre but que le Bien, n'écoulant d'autre voix que celle de l'Honneur. Sans doute, la guerre a eu sur nos âmes des répercussions profondes; elle a développé en nous des qualités éminentes autant qu'insoupçonnées; elle nous a débarrassés de maintes de nos faiblesses, mais son rôle purificateur n'a été ni aussi complet, ni aussi général qu'un optimisme plus généreux que réfléchi se plaisait à le penser. Nous avons encore des conquêtes à faire sur nous-mêmes et nous devons nous appliquer à ce travail sans délai et sans relâche.

Voilà, Sire, tracé à grands traits, le bilan moral de nos années d'occupation. N'avons-nous pas le droit de conclure que le

Peuple belge est resté digne de son Armée et de son Roi?

A vrai dire nul ne saurait préciser pendant combien de temps durera encore notre douloureuse épreuve. Tout ce que nous pouvons vous promettre, est qu'elle sera supportée jusqu'au bout avec vaillance.

Et au moment même où nous vous faisons cette promesse, comment ne pas songer à l'entreprise criminelle poursuivie froidement par nos ennemis avec la complicité de quelques uns de nos compatriotes: entreprise consistant à nous désunir, à nous diviser, à séparer pour jamais la Flandre et la Wallonie dont les ressources diverses et les tempéraments variés ont toujours formé dans une parfaite cohésion la riche unité de la Patrie Belge?

A cet égard, Sire, notre fête nationale d'aujourd'hui sera comme les précédentes un jalon, marquant une étape nouvelle sur la longue route de nos malheurs et de nos victoires. Elle sera un de ces jours où les courages se retrempent, les volontés se fortifient, les énergies se renforcent. Le 21 juillet 1915, les Belges ont marqué au pouvoir occupant leur fidélité à leur Roi et à leurs libres institutions; l'année passée, le 21 juillet fut la fête de l'espérance, espérance en des jours meilleurs, espérance dans une délivrance prochaine. Que le 21 juillet 1917 soit la journée de l'UNION, l'union de tous les Belges, des Flamands et des Wallons, des croyants et des libres penseurs, de tous ceux qui ont juré de rendre à leur Roi le jour glorieux de son retour au pays, une Patrie Une et Indivisible, vivifiée au souffle d'un idéal commun de Justice et de Liberté, toujours soucieuse, demain comme aujourd'hui, dans la prospérité comme dans l'adversité, dans le triomphe comme dans le malheur, d'une parfaite concorde nationale.

Vous êtes, Sire, l'incarnation la plus haute de ces nobles aspirations nationales: à ce titre, vous ne refuserez pas l'hommage respectueux et libre que des citoyens belges, au nom de leurs compatriotes vous font aujourd'hui de leurs pensées, de leurs cœurs et de leurs volontés.

LE ROI

Belges, les temps sont durs, mais déjà l'heure approche
Où l'ennemi traqué, fuyant en désarroi,
Entendra retentir du haut de nos beffrois,
L'appel tumultueux et délirant des cloches.

Le temps vient où sonnant d'héroïques clairons,
Sur la route qui va de la Gloire à la Flandre,
En bataillons serrés, sur nos villes en cendres,
Et nos foyers détruits, les nôtres reviendront.

Rythmant leur pas au chant de l'Entre-Sambre-et-Meuse,
Suivis des Horse-guards et des Dragons français,
Ils reviendront ! Dixmude, Ypres, Furnes, Calais,
Vos noms seront inscrits sur leur face poudreuse...

Voici venir le jour où, plus grand qu'au départ,
Celui qui fit crouler comme un pan de montagne
L'orgueilleuse, féroce et barbare Allemagne,
Ramènera vers nous ses plus beaux étendards.

Massée aux carrefours, à flots pressés, la foule
Dominant le fracas ferraillant des charois,
Guette le haut Colback des grenadiers du Roi,
Il approche... Rumeur immense... Bruit de houle...

Bayonnette au canon, les plus fiers régiments
Précèdent Celui-là qui marchait à leur tête
Quand sonnaient sur l'Yser, comme aux grands jours de
Les clochers secoués par le bombardement. [fête,

Le voici ! Son cheval a tourné l'avenue
Il passe, blême et droit, si sublime et si grand
Parmi tant de douleurs, que la foule en pleurant
Reste sans l'acclamer, muette et tête nue.

LES ORIGINES DE NOTRE UNITÉ NATIONALE.

C'est en suivant le développement de la patrie belge à travers l'histoire qu'on saisit le mieux toute la signification de celle-ci. Considérons donc aujourd'hui le noyau primitif, qui portait en lui le germe de la vie nationale : je veux parler de l'ancien duché de Brabant.

Dans la constitution de notre unité, la part la plus active revient sans doute et sans conteste à la maison de Bourgogne. Mais celle-ci avait trouvé dans son état central de Brabant, conscient de son rôle, un point d'appui solide. Les ducs de Brabant avaient toujours possédé en Belgique une véritable privauté ; les brabançons en étaient fiers, et leur attachement à leurs princes contraste avec l'incessante opposition des liégeois ou des flamands. Durant le moyen-âge, le Brabant avait su fermement maintenir son indépendance réelle vis-à-vis de l'empire, en même temps qu'il formait le plus puissant obstacle à ce que la domination française s'étendît en Belgique.

La vie publique était intense à l'intérieur du duché. Il se gouvernait seul, en véritable petit royaume, et prétendait n'admettre chez lui aucune influence du dehors. Pour en citer un exemple, la « Joyeuse Entrée » punissait de mort le brabançon coupable d'avoir cité un autre brabançon, devant un tribunal étranger au duché ! La création de l'université de Louvain, puis l'établissement de l'archevêché de Malines, avaient consacré l'indépendance scientifique et spirituelle du Brabant.

Tandis qu'en Flandre et à Liège, la liberté communale ne se pouvait séparer de la licence, et qu'entre plébéiens et patriciens l'équilibre ne pouvait s'établir, en Brabant les relations du pays avec ses souverains, conçues dans un esprit de juste mesure, consacraient une liberté tempérée, et dans les grandes villes brabançonnnes la conciliation de la plèbe et du patriciat se réalisait avec harmonie. « La Joyeuse Entrée de Brabant, » dit M. Kurt, « est un monument de droit public, qui ne le cède sous aucun rapport

à la grande charte d'Angleterre ; et quand on voit fonctionner le régime qu'elle consacre, on doit se dire qu'il diffère bien peu de celui dont nous jouissons aujourd'hui (1). »

Si la Flandre était la terre du particularisme provincial, si le pays de Liège fut parfois, par ses tendances françaises un danger pour notre avenir, il n'est que juste de dire du Brabant qu'il était dès le XIV^e siècle toute une Belgique par la superbe façon dont il sut représenter l'unité nationale, et l'énergie qu'il mettait à défendre l'indépendance de la patrie. Sans l'action du Brabant, la Belgique n'eût jamais été. Bruxelles sera, dès le XV^e siècle, la vraie capitale de la Belgique, où rien ne se fera désormais que le Brabant n'y joue le premier rôle. « Quant au XVIII^e siècle, » rappelle M. Kurth, « nos ancêtres se soulevèrent contre la tyrannie de Joseph II, le Brabant sera à la tête du mouvement que l'histoire connaîtra sous le nom de Révolution brabançonne. » Enfin, quand sonna l'heure de notre libération de 1830, c'est à Bruxelles que s'alluma l'incendie, qui devait réduire en cendres le trône du dernier monarque étranger (2).

On voit que le Brabant, où le français eut droit de cité de tout temps, n'est point une terre « flamande », mais qu'il est par excellence la terre « belge ». Car, en attirant dans son orbite Flamands et Wallons, il a donné aux uns et aux autres des droits égaux de copropriété sur lui. Il y a longtemps que la ville de Bruxelles n'est plus une ville brabançonne. Elle n'est exclusivement non plus ni ville wallonne, ni ville flamande. Mais elle est à la fois tout cela, parce que devenue le cœur de la Belgique, elle ne se peut en rien sentir étrangère à aucun enfant du pays.

(1) Ces lignes de M. Kurth furent écrites, bien entendu, sous notre libre régime constitutionnel.

(2) Dans l'exposé qu'on vient de lire, nous n'avons rien fait d'autre que de résumer, le plus brièvement possible, les enseignements de notre illustre historien Godefroid Kurth, qui a traité, en une intéressante causerie, du rôle du Brabant dans la formation de notre unité nationale.

Au surplus chaque province, chaque ville, chaque village de notre Belgique a des droits sur tous les autres, parce que tous ont longtemps travaillé ensemble, se sont enrichis les uns les autres, ont lutté de concert pour un même idéal, ont souffert les mêmes douleurs pour une cause commune. Ceux qui aujourd'hui travaillent à creuser un fossé entre la terre flamande et la terre wallonne, s'insurgent contre un ordre de choses, qui formé lentement, s'affirmant par degrés et toujours avec une liberté plus grande, a suffisamment témoigné par là, qu'il se conformait aux aspirations de nos peuples et répondait à leurs besoins. Nos ennemis et les rares Belges insensés qui les secondent, s'imaginent-ils vraiment, qu'on brise à coups de décrets l'union profonde, que des générations nombreuses ont voulu, les unes après les autres, resserrer toujours davantage ?

Ah ! Que nous vivons aujourd'hui des temps douloureux ! A nos dures privations, à nos tristes misères, se joint la souffrance de voir le sabre allemand frapper à coups repoublés, pour entamer notre unité nationale. Mais heureusement notre patrie n'est point une chose artificielle, que créa jadis un coup de force politique, et qu'un autre coup de force pourrait aussi bien détruire. Non, non, notre patrie est une patrie vivante. Elle naquit frêle, exposée au moindre hasard contraire voici des siècles écoulés, et longtemps tous les vents la firent à leur gré plier en tous sens. Mais elle a peu à peu grandi, s'est affermie sur le sol, a plongé ses racines sous la terre. Ce grand arbre, l'ouragan a pu en briser la faite, la cognée des bûcherons barbares a pu l'étendre sur le sol ; mais ses racines, qui s'enlacent à tous nos morts couchés sous notre terre, si les impies les voulaient arracher, nos morts se réveillant de leur pesant sommeil, serreraient leurs bras décharnés avec une énergie farouche et garderaient en leur puissance la sève de l'arbre sacré, garante des fondaisons futures.

ROBERT FONTENAL.

L'AMMISSION D'EMILE VANDERVELDE EN RUSSIE.

Nous croyons utile de recueillir ici les déclarations que le ministre Emile Vandervelde a faites à son retour de Russie à un correspondant du Nieuwe Rotterdamsche Courant et que le journal hollandais a reproduites dans ses numéros du 30 juin et du 1^{er} juillet. Tout le monde sera reconnaissant à notre compatriote d'avoir été plaider la cause de notre cher pays à Pétrograde et d'avoir, par son éloquence et son activité patriotiques, provoqué des promesses qui déjà s'exécutent. En particulier, qui donc pourrait retenir un mouvement de fierté en apprenant la sympathie dont jouit aussi, là-bas, notre cher pays. Ainsi d'un bout à l'autre de l'Europe, notre résistance et nos malheurs n'ont pas cessé depuis trois ans de susciter des amitiés fidèles. Oui, tous les peuples nous le disent, nous avons le droit de porter la tête haute mais aujourd'hui 21 juillet, plus que jamais, la pensée tournée vers les ouvriers de notre gloire n'ayons qu'un sentiment dans notre cœur, qu'un mot sur nos lèvres « Noblesse oblige ! »

(Stockholm 30 juin.) J'avais demandé à Vandervelde de m'accorder une entrevue après son retour de Russie. Vandervelde a rédigé la déclaration suivante qu'il me remit pour la publier dans le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*.

« Nous sommes allés — de Man, de Brouckere et moi — en Russie avec une triple mission. *En premier lieu* pour mettre notre activité en rapport avec celle de Henderson et de Thomas et d'autres socialistes qui craignaient que sous l'influence de l'Allemagne et des Zimmerwaldiens, certains éléments russes auraient pu passer à une paix séparée. *En second lieu*, pour agir auprès des révolutionnaires russes en faveur de la cause de la Belgique, qui est

entrée uniquement dans la guerre pour remplir ses obligations internationales et pour défendre le mandat lui confié par l'Europe. *En troisième lieu*, notre voyage avait pour but d'expliquer le point de vue de la grande majorité du Parti Ouvrier Belge relatif à la Conférence ou pour mieux dire relatif à la Conférence de Stockholm.

» En ce qui concerne le premier point, l'expérience nous a montré que personne ne veut une paix séparée en Russie. Les éléments les plus extrêmes à Pétersbourg sont convaincus que la nouvelle Russie ne peut laisser en plan la cause de l'Entente sans compromettre la cause de la révolution même et sans se donner à l'impérialisme. Les menées fraternelles ont cessé au front. Nous avons pu nous convaincre personnellement qu'on ne s'envoie plus de tranchée à tranchée des manifestes de propagande mais plutôt des balles.

» Je voudrais bien attirer l'attention sur la dernière résolution des comités de délégués des ouvriers et soldats dans laquelle, après avoir cité les théories zimmerwaldiennes les plus pures, on finit par exprimer fortement la nécessité d'augmenter les forces défensives et offensives de l'armée et de la révolution et où l'on déclare laisser à la direction supérieure le soin de déterminer quand devra commencer la marche en avant.

» En ce qui concerne le second point, j'étais enclin à la conception que, pour les ouvriers et paysans russes, la Belgique n'était qu'un point sur la carte. Ce fut pourtant la chose la plus surprenante entre toutes les surprises que nous avons pu voir et constater pendant ces six semaines qu'au contraire, aucun pays, parmi les alliés, n'est sujet à tant de sympathie que le nôtre. Il suffisait de prononcer le nom de la Belgique dans les multiples festivités et réunions qui attiraient vers elles tout St-Pétersbourg, pour recueillir d'innombrables acclamations.

» La sympathie fut grande aussi au front où nous avons visité 3 armées, abstraction faite encore de l'armée roumaine où l'accueil fut le même. *Les Comités des Ouvriers et des Soldats, dans chacune de ces armées, nous ont chargés de faire savoir à la Belgique occupée que les soldats*

russes s'engagent à ne pas déposer les armes avant que la Belgique ne soit libre réellement libre dans une libre Europe et avant que le tort lui occasionné ne soit réparé.

» Le jour même de notre départ, nous avons parlé devant 600 délégués du Congrès des SOVIETS. Dans la réponse que fit au nom de toute l'assemblée le président Tschaidje, il déclara : « *Dites au prolétariat belge que la cause de la Belgique nous est aussi chère que la cause de la révolution russe.* »

» En ce qui concerne le troisième point il n'y a pas seulement une conférence de Stockholm, il y en a trois notamment : celle de Zimmerwald, celle du comité Hollando-Scandinave, celle des Soviets.

» Je n'ai rien à dire de celle des Zimmerwaldiens : l'Internationale de Grimm n'est pas la nôtre.

» Quand je suis arrivé pour la première fois à Stockholm, j'ai eu l'occasion de dire ce que je pensais de l'initiative du Comité Hollando-Scandinave. Les protestations de la délégation belge à la réunion plénière où assistait une majorité allemande (une majorité de tendance allemande) furent maintenues.

» D'autre part les conférences particulières que nous avons recommandées ont donné des résultats utiles en ce qui concerne la formation d'une opinion publique.

» Quant à l'initiative des Soviets, je vous renvoie aux lettres que nous avons adressées aux Soviets de concert avec Thomas et Henderson.

» Considéré dans son ensemble, je déclare pour ce qui concerne le troisième point, nous n'avons pas trouvé un accord avec nos amis russes jusqu'à présent. J'ose prétendre cependant que nous sommes plus près d'une entente que l'on pourrait le croire de prime abord.

» Il me semble que la majorité des socialistes russes parcourt une évolution qui ressemble beaucoup à celle que Wilson et ses partisans ont suivie. Ceux-ci comme ceux-là veulent une paix sans victoire, c'est-à-dire sans annexions, mais une paix basée équitablement et décidément sur le droit des peuples. Toutefois l'attitude de l'impérialisme allemand n'a pas empê-

ché à convaincre Wilson qu'il fallait passer par la guerre pour amener une telle paix.

» Quand on parle avec Kerenski et ses collègues socialistes on a raison de croire qu'ils vont faire la même expérience où qu'ils l'ont déjà faite. On travaille pour la paix mais on prépare l'offensive parce qu'on la considère comme le meilleur moyen pour arriver à la paix le plus vite possible. »

Après que Vandervelde m'eut lu sa déclaration, il me raconta quelques détails de son voyage. Il était plein d'enthousiasme et d'espoir. En beaucoup d'endroits il avait harangé les soldats russes. Ensemble plus de 300.000. Partout il avait recueilli des acclamations, nulle part des contestations au sujet de ses déclarations. L'armée russe n'a pas la morale des armées ordinaires, dit-il, tous les pessimistes ont profité de l'occasion pour quitter l'armée ; ce qu'il reste maintenant sont des troupes d'élite. Les désertions n'ont pas été si nombreuses qu'on l'a prétendu à l'étranger. La situation se consolide maintenant pour prendre l'offensive.

» Je demandais à Vandervelde des renseignements au sujet de l'armée et le gouvernement roumains. Vandervelde répondit qu'il y avait rencontré un esprit inébranlable. Le roi, le gouvernement et les soldats veulent continuer la guerre jusqu'au bout. Bien qu'il existe une forte opposition contre Bratianu et son cabinet hétérogène, cette opposition se fait uniquement contre la politique de ce cabinet. La gauche de l'opposition est aussi bien décidée à la guerre que le gouvernement. L'armée roumaine est comme ressuscitée ainsi que le fut l'armée belge après la reddition d'Anvers.

Ensuite Vandervelde parla de la Russie. Il avait eu des entrevues avec des représentants de toutes les tendances y compris les anarchistes de la Villa Durnowo. Cent mille auditeurs environ assistèrent à ces discours. Il y avait rencontré aussi bien des pessimistes que des optimistes, mais toujours il avait trouvé des raisons pour les rassurer.

Il ne fut naturellement pas facile de lever l'amas considérable d'inconvénients et de difficultés créé par le régime tzariste

dans l'administration des transports et de l'armée. Plus grave encore que tout cela était la crise industrielle.

Les ouvriers ont posé parfois des exigences démesurées comme la grande augmentation de salaire avec effet rétroactif de deux années ou encore mille roubles par mois pour le travail dans les tourbières. On a exagéré l'importance de ces extravagances. Elles n'ont pas été générales. Les salaires ont doublé et triplé, mais ils étaient restés les mêmes depuis le début de la guerre, alors que le coût de l'existence avait augmenté considérablement. La volonté des ouvriers devient normale depuis qu'ils ne sont plus sous la direction de leaders inexpérimentés, mais de syndicats bien organisés. On compte déjà à Pétersbourg 61 syndicats avec 180.000 membres. La période de conflits entre le Comité des Ouvriers et Soldats et le Gouvernement provisoire est passée.

Ce qui est très intéressant d'après Vandervelde pour le développement de la situation, c'est la parfaite attitude entre des hommes comme Kerenski, Skoblef et Tseretelli d'une part et Lwof et le ministre des affaires étrangères d'autre part.

En tout cas, les trois belges paraissent être revenus très rassurés de Russie.

AU PILORI.

I. Le Système des Primes.

Nos maîtres du jour veulent à tout prix nous contraindre à travailler pour eux.

Ils affament les populations pour que les ouvriers pressés par la faim soient contraints d'accepter du travail dans les usines qu'ils ont mises sous séquestres.

Voici qu'ils ont imaginé de spéculer sur la crainte naturelle que nous avons de manquer de combustibles en hiver.

Ils offrent des cartes donnant droit à l'achat de charbon à ceux qui récolteront des orties (destinées à fournir une fibre que l'on parvient à tisser) ou des noyaux de fruits dont ils se proposent d'extraire de l'huile.

Or, ce charbon, que pourront acheter

les gens qui ne rougissent pas de travailler pour l'ennemi, c'est du charbon belge, réquisitionné dans nos charbonnages et soustrait par conséquent à la consommation générale.

En d'autres termes, les Allemands saisissent le charbon qui devrait aller à tout le monde pour le réserver à ceux qui consent à trahir leur pays.

Sera-t-il possible de connaître les détenteurs de ces cartes qui constituent le prix de la trahison et pourra-t-on au moins écarter leurs porteurs des mises en vente générales de charbon que préparent les communes ?

Ne fut-ce que pour éviter les doubles emplois et assurer à tout le monde un égal traitement, cela s'imposerait, mais il n'y a pas lieu de se faire à cet égard la moindre illusion. Ce ne sont pas les bénéficiaires des cartes allemandes qui s'en vanteront.

Quant aux patriotes, l'avis allemand leur dicte leur devoir : brûler tous les noyaux et pepins de fruits, détruire partout où ils en trouvent les orties, plantes sauvages qui épuisent la terre et étouffent les végétaux utiles.

J. V.

* * *

2. La Contrainte par la Faim.

Ne trouvant pas chez eux la main-d'œuvre nécessaire pour maintenir sur pied leur industrie de guerre, les Allemands ont résolu de traiter en esclaves les populations des territoires occupés et de les contraindre à fournir à l'ennemi de leur patrie le concours de leurs bras.

Ils ont commencé par les déportations en masse des prétendus chômeurs, choisis moins à cause de leur inactivité qu'à raison des aptitudes au travail qu'on leur croyait.

La tentative a échoué et l'empire allemand a dû y renoncer. Cet échec d'une entreprise odieuse est certes due en partie à la vigueur des protestations de l'opinion publique indignée et à la crainte de représailles de la part des États-Unis qui ont des otages en la personne des Germano-

Américains qui se comptent par millions sur le sol de l'Union, mais il doit être surtout attribué à l'héroïsme de nos ouvriers qui ont résisté à toutes les pressions, à toutes les violences, à tous les mauvais traitements.

On n'envoie donc plus de Belges par force en Allemagne et on ramène en Belgique de nombreux malheureux qui reviennent dans un état physique épouvantable.

Les hôpitaux de Bruxelles en sont encombrés et il va falloir ouvrir l'hôpital de Jette pour pouvoir y placer les nouveaux revenus.

C'est surtout sur la faim que l'on comptait pour vaincre la résistance des Belges transportés en Allemagne et qu'on voulait obliger à travailler.

On n'est pas parvenu à les dompter. Ils ont préféré se laisser littéralement affamer que de céder.

Eh bien, ce qui n'a pas réussi avec les déportés, on le tente maintenant, en plus grand, sur toute la population belge.

Puisqu'on n'a pas pu faire travailler nos ouvriers en Allemagne, on tache de les faire travailler en Belgique pour l'ennemi.

Les réquisitions et les mises sous séquestre, les restrictions apportées à l'industrie belge ont mis en réalité tous nos charbonnages, toutes nos usines métallurgiques aux mains de l'occupant.

C'est dans ces mines et dans ces usines qu'il s'agit d'attirer et de conserver les ouvriers. *Pour arriver à ce résultat on affame littéralement le peuple et on lui montre ensuite, pour le tenter, les gros salaires et la nourriture qu'on distribue dans les entreprises minières et industrielles gérées par l'occupant.*

À l'heure qu'il est, l'ouvrier belge a faim, c'est là un fait incontestable.

Le coût de la vie est tellement élevé que les quelques travailleurs qui dans les services publics ou dans quelques entreprises encore sauvées, ont conservé leur emploi, ne sont plus en état, à défaut de force physique, d'accomplir leur tâche quotidienne.

Tous les employeurs le constatent et l'augmentation des salaires n'est pas même un remède possible car pour atteindre le

but il faudrait non pas doubler, mais tripler les salaires et la chose est impossible.

Les patrons sont obligés de réduire la durée de la journée de travail ou de chômer deux ou trois jours par semaine. Là où jadis deux hommes suffisaient, il en faut mettre quatre.

La ville de Bruxelles vient de devoir réduire la journée de travail des ouvriers de la ferme des boues. Les entreprises de transport doivent augmenter leur personnel pour le relayer plus souvent.

Même dans les entreprises agricoles, au moment des grands travaux de la récolte, les travailleurs sont hors d'état d'accomplir la tâche habituelle car la situation de l'ouvrier des champs n'est guère meilleure que celle des travailleurs des villes : il ne faut pas croire que l'opulence est générale dans les villages. Si le cultivateur, le fermier, l'éleveur ont fait de rapides et scandaleuses fortunes, les tâcherons n'ont point participé aux spéculations éhontées dont ils n'ont été que les témoins.

Ils souffrent comme tous les prolétaires de la crise alimentaire, car au village ni les légumes, ni les œufs, ni la viande, ni la farine hors rationnement ne sont à bon marché et le gros cultivateur est rarement généreux, dans son opulence fraîchement acquise.

Sans doute, le travailleur des champs a généralement un lopin de terre, quelques poules, parfois il engraisse un porc, mais aujourd'hui cela devient bien difficile car un jeune porcelet de deux mois qui jadis valait 15 francs se vend 125 francs et ne se transforme en cochon gras que moyennant une alimentation abondante que l'ouvrier ne peut se procurer, n'ayant pas assez pour lui-même.

Quant à l'ouvrier des villes, il va à la soupe communale, direz-vous. C'est exact, mais si, à la rigueur trois cents grammes de pain et un demi-litre de soupe constituent une ration d'entretien suffisante pour un désœuvré, c'est absolument trop peu pour un homme qui travaille et dépense des forces.

Par quoi voulez-vous que l'ouvrier y supplée : les œufs, qui disparaissent de plus en plus, étaient cotés ces derniers jours 60 centimes; la viande est à 7 francs

la livre, le lard à 10 et 12 francs, les légumes sont hors de prix.

Faites le budget d'une famille ouvrière de quatre ou cinq personnes quand le salaire du père est de 4 ou 5 francs par jour ouvrable ?

L'occupant, qui veut profiter de cette situation, multiplie les mesures les mieux propres à maintenir et à aggraver cette situation effrayante.

Ses acheteurs se multiplient et acquièrent à tous prix les denrées susceptibles d'être envoyées en Allemagne.

Il met toutes les entraves possibles à la circulation des produits, afin de les raréfier dans les lieux de consommation et de pouvoir plus aisément les enlever dans les régions qui les produisent.

C'est ainsi que les légumes ne peuvent être expédiés sans autorisation spéciale (*Freigabe*) des arrondissements de Louvain et de Malines qui s'adonnent à la culture maraîchère.

Les villes, comme Bruxelles, se voient refuser les *Freigabe* nécessaires pour transporter les légumes qu'elles ont achetés aux « Boerenbonden ». Les exportateurs de Louvain n'obtiennent l'autorisation d'expédier en wagon à leurs clients ordinaires qu'à la condition de céder un chargement tout pareil à l'autorité allemande qui prélève ainsi 50 % de la production, indépendamment des achats directs que font l'*Obstzentrale* et les agents à sa solde.

Quant au bétail, un régime analogue est applicable à tout le pays à partir du 1^{er} juillet et sans doute ceux qui voudront expédier une vache vers le marché au bétail d'une grande ville devront-ils en céder une autre aux Allemands.

Des mesures d'affamement plus efficaces encore viennent d'être mises en vigueur. Un arrêté du 7 juin 1917 soumet à l'autorisation préalable du *Kreischef* l'abatage des bêtes bovines, veaux, porcs, moutons et chèvres pour le ménage des propriétaires de ces animaux.

Si l'on rapproche cet arrêté d'un autre, toujours en vigueur qui défend de conser-

ver dans un ménage plus de quinze kilos de viande on voit que le petit cultivateur, l'ouvrier des champs qui a réussi à engraisser un porc ne pourra le tuer que moyennant autorisation et comme il ne pourra conserver plus de quinze kilos de viande, il ne bénéficiera pas de son propre élevage et de sa prévoyance.

Naturellement, il préférera vendre, à 10 ou 12 francs le kilo, son porc vivant. Et ce sera autant de lard en plus qui partira pour au-delà du Rhin.

Le recensement des récoltes fait avec plus de soin que jamais, rendra de plus en plus difficile le commerce clandestin des pommes de terre et de la farine. Ces difficultés auront pour conséquence une augmentation de prix des denrées fraudées.

Car les centrales continuent à fonctionner et c'est en vain *que les dirigeants du Comité national et les Neutres qui contrôlent le ravitaillement de la Belgique ont insisté pour voir rétablir la liberté du commerce des pommes de terre*, qui par le seul jeu de la concurrence, maintiendrait les prix dans des limites raisonnables, si, bien entendu, les Allemands s'abstenaient, comme ils s'y sont formellement engagés jadis, d'exporter un des produits indigènes.

Où vont donc les denrées qu'il achètent et extorquent en quelque sorte aux producteurs par les moyens que nous venons d'indiquer.

Assurément, la plus grande partie part pour l'Allemagne, malgré tous les engagements pris, mais aussi il en va assez bien vers les charbonnages et les usines qui travaillent pour les Allemands. Tous ont des cantines bien approvisionnées.

Et ainsi se dessine nettement la manœuvre que nous signalions au début de cet article, manœuvre qui reproduit en grand le traitement réservé en Allemagne aux ouvriers que l'on y déportait :

La population ouvrière tout entière est condamnée à la faim. Elle s'étiole, elle s'affaiblit, la tuberculose y fait des ravages épouvantables. *L'ouvrier sent ses forces s'épuiser, il voit sa femme et ses en-*

fants mourir de faim et devant lui se présenter le tentateur, l'Allemand qui lui dit: « Travailles pour moi, tu auras une prime d'engagement, de quoi faire un vrai festin avec toute ta maisonnée ; tu auras désormais, à bon marché, ou même pour rien la nourriture dont jusqu'ici je t'ai privé et que j'ai prise dans ton pays ; tu auras un gros salaire. Cède, donne moi tes bras, dont j'ai besoin pour retarder l'heure de ma défaite. Travaille pour l'ennemi de ton pays. »

Quelle tragique situation pour un père de famille !

La plupart, héros du devoir et du patriotisme, résistent, farouches et muets, et se contentent de la faible assistance que peuvent lui accorder les pouvoirs publics écrasés sous le poids des misères à soutenir. Ils se condamnent peut-être à la déchéance physique irrémédiable.

Parfois, quelque exalté, honnête jusqu'à la naïveté, devient un malfaiteur. Il va dans les champs, la nuit, tuer sur la prairie quelque bête en pâture pour rapporter chez lui un morceau de viande volée, ou bien il se noircit la figure et s'en va, avec quelques camarades terroriser un fermier et exiger de lui, par violence un sac de blé ou de pommes de terre.

Mais quelques-uns aussi, la tête basse, vaincus par la misère, s'en vont offrir leurs bras aux ennemis pour avoir de quoi manger à leur faim.

Ne leur soyons pas trop sévères. Sauvons-nous si tous ceux qui les honnissent et qui n'ont pas encore connu la faim auraient l'héroïsme que montrent la plupart de ces ouvriers belges dont la résistance opiniâtre révèle une âme pareille à celle des soldats de l'Yser. Dans les troupes les plus valeureuses, il y a quelques soldats moins intrépides que les autres.

Mais surtout, pour ceux-là qui ne transigent pas et qui refusent les offres alléchantes de l'Allemand, soyons secourables et fraternels. C'est maintenant plus que jamais qu'il faut aider les organismes de secours à soutenir les consciences menacées de chanceler.

Les victimes de la manœuvre teutonne ne sont plus en Allemagne, entourées de

l'auréole de martyr que leur faisait le fait même de la déportation ; elles sont autour de nous, nous les rencontrons tous les jours dans la rue et *ce sont elles qu'insultent les journaux de la commandatur, c'est contre elles que la Belgique et le Bruxellois cherchent à nous irriter en insinuant que les chômeurs qui vont à la soupe ne sont que des rentiers volontaires, des paresseux et au fond, des privilégiés.*

Et retenons aussi de tout ce que nous voyons que l'heure fatale de l'Allemagne est bien près de sonner, qu'elle est tout à fait à bout d'hommes puisqu'il lui faut affamer tout un peuple pour se procurer quelques ouvriers, dont elle ne peut se passer.

Elle est au bout de ses réserves et les Alliés sont de plus en plus nombreux. L'heure de l'expiation pour les uns, de la réparation pour les autres, va sonner.

JEAN VILLEROUX.

REVUE DE LA PRESSE.

I. Leur Aplomb.

Il faut admirer l'audace incroyable des valets de plume qui font, dans la *Belgique* et le *Bruxellois* le joli métier d'excitateurs de passions mauvaises.

Ils ont reçu pour mission de masquer autant que possible les pillages auxquels se livrent les Teutons, en tachant de persuader aux malheureuses populations belges affamées qu'elles sont victimes uniquement de la cupidité des accapareurs et de l'incurie des administrations communales belges.

Pour gagner leur salaire de traitres, ils ne reculent devant aucune impudence. Leur cynisme égale leur ignominie. A les lire, on se demande s'ils considèrent leurs malheureux lecteurs comme des imbéciles complets, incapables du raisonnement le plus simple :

Épinglons, au hasard, deux articles parus récemment. Le 5 juillet la *Belgique* imprime :

« Depuis quelque temps, nos ménagères ne savent plus se ravitailler au marché matinal de la Grand'Place et les légumes sont à un prix fou quoique abondants. La cause ? C'est que les accapareurs s'emparent des stocks de légumes dès que les paysans arrivent au marché, sinon avant. »

Or, chacun sait que l'autorité allemande a pris des mesures pour empêcher les légumes des grands centres maraîchers : Malines et Louvain, de venir à Bruxelles créant ainsi dans la capitale, une raréfaction des vivres qui provoque nécessairement la hausse.

De plus, tous ceux qui ont la curiosité de jeter un coup d'œil aux environs de la Grand'Place, à 4 heures du matin, constatent la présence de nombreux militaires allemands qui achètent à tout prix et font charger sur les grandes automobiles de l'armée des montagnes de pois, de choux-fleurs et de carottes.

Des wagons entiers sont chargés au passage à niveau de la rue Rogier et partent pour une destination inconnue : l'Allemagne ou le front.

Que faut-il en conclure, si ce n'est que les accapareurs dont se plaint la *Belgique* sont ses patrons, les Boches et non d'autres.

* * *

Passons au *Bruxellois*.

Dans sa « Chronique des Abus », du 2 juillet, il écrit :

« Puisque pour la plus grande partie de la population bruxelloise, la pomme de terre est à côté du pain la seule nourriture qu'elle peut se payer, il faudrait absolument que cette question attirât un peu

l'attention de nos autorités communales.

» Ne pourrait-on pas d'abord obtenir que la ration de 300 grammes par jour puisse être distribuée régulièrement tout comme le pain. »

Ainsi donc, d'après le *Bruxellois* si nous n'avons pas tous les jours nos 300 grammes de pommes de terre, c'est que les autorités communales négligent cette question !!

Or, il est affiché sur tous les murs que seul un bureau allemand, dont la dénomination est compliquée, a qualité pour s'occuper du chargement et du transport des pommes de terre. Les administrations communales ne peuvent rien faire que recevoir ce que la *K. V. S.* leur fournit et procéder à la répartition.

On leur délivre par semaine environ 1,250 grammes de pommes de terre par tête d'habitant et on leur reproche de n'en pas distribuer 2,100 !!

Le plus joli c'est que le *Bruxellois* ose faire une comparaison entre l'approvisionnement en pain et l'approvisionnement en pommes de terre. Il ne paraît pas se douter que le plus bête de ses lecteurs lui répondra : « Mais il n'y a pas d'affiche qui annonce que le transport et la répartition des farines sont réservés à un bureau allemand. » Comment se fait-il alors que nous avons tous les jours notre ration de pain ? Serait-ce précisément parce que les Boches ne s'en mêlent pas et que seuls les Belges s'en occupent ? Mais alors, qu'on laisse aussi aux Belges le soin de nous approvisionner en pommes de terre et tout ira bien.

* * *

2. Déserteurs des Intérêts wallons.

Visiblement, la résistance opposée par nos fonctionnaires aux mesures de sépara-

tion administrative prises par l'occupant a désorienté les Allemands. On s'aperçoit que les menaces ne servent à rien, que les déportations sont inutiles et on tente d'utiliser une autre arme : le sophisme.

Nous trouvons dans les journaux boches un écho de cet état d'esprit. *L'Information*, il y a une quinzaine de jours faisait ressortir l'obligation absolue qu'ont les fonctionnaires de tous grades de se soumettre aux décrets de l'occupant. Le 24 juin elle consacre un nouvel article à la question, dont le ton manifestement a changé. On y va jusqu'à déclarer à propos des fonctionnaires démissionnaires : « Il faut respecter toute conviction sincère franchement et courageusement exprimée : c'est le cas notamment pour certains d'entre eux qui n'ont pas fait valoir, paraît-il, des excuses admissibles à raison de leur état de santé. »

Eh, quoi, scribe teuton, vous reconnaissez donc qu'il est beau le geste de nos fonctionnaires, mais alors que dire du vôtre consistant à les menacer de l'application de l'article 233 du code pénal ? Comment aussi apprécier les mesures de rigueur prises par vos chefs ?

Le nouvel argument imaginé par le journal boche est que la démission des fonctionnaires aurait les plus graves conséquences pour le pays :

« Et il ne s'agit pas seulement de ces malheureux fonctionnaires. Toute la situation du pays wallon est compromise par cette grève intempestive. Se figure-t-on une contrée sans contrôle des denrées alimentaires, par le temps qui court, sans inspecteurs de l'hygiène et des fabriques, des prisons et des établissements de bienfaisance ? S'il n'y a personne pour s'occuper des écoles industrielles et autres, pour préparer le paiement des pensions aux vieillards, pour attribuer les multiples subsides que divers ministères accordent à

tant d'institutions ? Tout cela va se trouver en retard si la grève s'étend. »

Voyez-vous le piège et avec quelle malice — fort grosse à la vérité car elle sent son origine — on agite le spectre d'une administration composée « d'étrangers choisis par le pouvoir occupant, avec une connaissance nécessairement imparfaite des précédents et des règlements ? »

C'est la politique du gant de velours superposée à celle de la main de fer, vouées toutes deux d'ailleurs à l'échec le plus complet...

Nos fonctionnaires ne se laisseront pas prendre à ces arguments spécieux. Ils se laisseront tranquillement qualifier de « déserteurs des intérêts wallons » comme d'autres auront dû subir l'injure de traîtres à la cause flamande... Il n'y a pas en l'espèce d'intérêts wallons et d'intérêts flamands : il y a un intérêt belge qui est de ne pas voir diviser la patrie pour le plus grand profit de nos ennemis d'Outre-Rhin. A cet intérêt-là, tout doit être subordonné. Nos fonctionnaires l'ont compris. C'est là leur honneur. C'est là leur titre à notre reconnaissance.

LE SENS DE LA MORT.

Des amis nous demandent de publier un nouvel extrait du roman de Paul Bourget dont nous avons déjà donné un chapitre dans notre n° 13. Nous déférons à leur désir en détachant cette fois ce récit de combat, l'un des plus vivants dans sa concision rapide que nous ayons lus jusqu'ici, où le héros du livre, le lieutenant Ernest Le Gallic décrit la mort de son compagnon.

François Delanoë

TÉMOIGNAGE

Il est mort héroïquement. Il était mon camarade d'enfance, mon frère, et mon sergent depuis huit jours. Pauvre petit !

Ah ! la belle attaque ! On avait tout minutieusement préparé.

Les montres des chefs de section avaient été réglées les unes sur les autres. A 5 heures du matin, nous devions sortir de la tranchée sans fusée-signal. Pour les hommes, pas de sac. Deux cents cartouches chacun. Dans la musette, outre une boîte de singe et un bout de pain, cinq grenades. Bidons pleins d'eau et de café. Ficelés dans le dos, cinq sacs à terre vides, pour le barrage des boyaux conquis.

Avant le départ, chacun doit se creuser une marche pour sauter plus vite hors du parapet, en utilisant l'outil fixé au ceinturon. Ensuite, pas un coup de fusil. Tout à la baïonnette. Arrivés là-bas, à la grenade et au poignard.

A 5 heures moins dix, je dis : « Faites passer. Tout est prêt ? Attention. »

Alors, une fois de plus, j'ai ressenti ce serrement des entrailles, cette chaleur moite dans tous les membres qui n'est pas un indice de crainte, mais que nulle force humaine ne peut dominer. Nulle force humaine, mais la force divine ! Delanoë et moi, nous avons communiqué la veille. Il était auprès de moi, il me dit tout bas :

— « Je serai tué aujourd'hui, j'en suis sûr. »

— « Tu as peur ? » fis je en riant

— « Non. Je n'ai jamais mieux connu le prix de la vie. Elle est si belle quand on peut la donner à une sainte cause ! Et jamais il ne m'a été plus facile de mourir, parce que je n'ai jamais senti Dieu si présent. »

Tandis qu'il parlait, la clarté pâle, lente, du jour, lui donnait un aspect fantomatique, une beauté d'apparition. Cette clarté chassait devant elle, autour de nous, un brouillard mou et humide qui

semblait couler comme un suaire, des cubes et des piquets de notre réseau de fil de fer. Pendant la nuit, les sapeurs y avaient ménagé des passages que je voyais nettement.

Delanoë me dit tout d'un coup :

— « Ecoute, c'est un oiseau de chez nous. »

J'entendis qu'une alouette saluait l'éveil de ce froid matin du premier automne.

Tout m'apparaissait gris, lointain. Je n'apercevais rien de notre but. A trois cents mètres, je devinais leur tranchée, avec ses yeux noirs, béants à ras le sol. Des créneaux serrés et bien gardés trouaient le remblai morneux. J'avais repéré le terrain, la veille, avec ma jumelle. Je connaissais l'emplacement exact de leurs quatre mitrailleuses qui flanquaient leurs défenses et rendaient presque impossible l'approche des courtines et des lignes en retrait.

Si, par malheur, notre lourde n'avait pas, à l'heure de l'attaque, fourni son maximum de travail, si leur réseau barbelé tenait encore, c'était mathématique : nous serions tous fauchés.

Delanoë savait cela, aussi bien que moi. Il me dit encore :

— « Trois cents mètres à la baïonnette, c'est une absurdité. Mais, regarde. »

Il me montrait, environ à deux cents mètres, un pli de terrain à peine accentué donnant l'angle mort nécessaire pour abriter les hommes couchés. C'était le salut possible, le temps de laisser arriver à notre hauteur la deuxième vague de renfort avant de repartir ! Il ajouta :

— « Nous avons une chance pour nous. »

Cinq heures moins cinq : « Baïonnette au canon !... »

Un long frémissement d'acier, heurté d'éclairs rapides. Les poings serrent le fusil. Delanoë et moi regardons nos hommes.

Ah ! nos frères de deux mois de souffrances et d'espoirs, nos humbles frères que nous allons jeter dans la fournaise, d'un geste, comme nous voudrions em-

brasser vos pauvres visages bronzés, creusés !

Lesquels de ceux-là, pleins d'ardeur et de jeunesse, vont tomber tout à l'heure ?

Juste à cette minute, et comme si un courant avait uni nos pensées, je sens sa main prendre la mienne :

— « Adieu, Ernest. » — « Au revoir, François, » répondis-je. Mais lui, de nouveau, et si grave : « Adieu. »

Cinq heures ! cinq heures ! « Mes petits gars, c'est pour la France, en avant ! »

D'un seul coup tous les képis, toutes les baïonnettes, toutes les poitrines ont jailli de la tranchée sombre. La ligne serrée s'est ébranlée, couchant l'herbe haute.

Ils nous ont vu !

Tac ! tac ! tac !... Les mitrailleuses donnent sans trêve. Les balles nous claquent en pleine face.

« Plus vite ! » Ah ! le son mat de la chair traversée, des os brisés net, le cri étouffé, la suprême injure du voisin qui roule en maudissant le Boche !

« Plus vite ! » Voici maintenant leur tir de barrage saccadé, affolé. Les shrapnells cinglent, éclatent à trois mètres des têtes. « Plus vite, les enfants, nous les aurons. »

« Couchez-vous ! » C'est l'abri, pour deux minutes, la crête bénie. Aplatis, silencieux, essoufflés, nous reprenons haleine.

— « Delanoë ?... »

Ah ! Delanoë saigne. Il est pâle. Le sang tombe de sa joue sur sa capote clair.

— « Touché ? »

— « Mâchoire traversée. Ce n'est rien. »

— « Tu vas aller à l'arrière, te faire panser. »

— « A l'arrière ? Tu veux rire. Jamais de la vie. »

— « Tu vas y aller. Comme ton lieutenant, je te l'ordonne. »

— « Et moi, comme ton ami, je reste et je ne te quitte pas. »

Déjà ! Voici la ligne de renfort qui nous atteint, déferle. Pour la deuxième fois, je me dresse et crie à mes hommes :

— « Debout, mes gars ! Hardi ! en avant ! »

Alors c'est la ruée, la trombe hurlante. A toute vitesse cent mètres. Quelques secondes. « En avant ! En avant ! » Le front baissé, le cœur battant, les dents serrées, trébuchant, emportés vers la ligne blanche que je vois maintenant et qui crache la mort sans arrêt. « En avant !... En avant !... En avant !... » Et c'est le heurt des corps qui sautent, s'abîment, s'effondrent, la pointe dans la chair des autres écrasés, implorants, fuyants dans leur tranchée, l'horrible corps à corps, à coups de couteau, les blessés qui s'étranglent.

— « Barrage à gauche, vite, vite !... »

— « Kamerad ! Kamerad !... »

— « Assassins ! Lâches ! Bandits ! Louvain ! Termonde !... Les sacs de terre ! Les créneaux !... Les créneaux !... Vive la France !... »

Le soleil éclatant, le soleil de Dieu, le soleil des grands jours de paix, de labeur, de Chrétienté montait dans le ciel. On eût dit qu'il illuminait pour notre victoire. Partout le silence, l'affreux silence d'après, qui ne sera jamais plus rempli du vibrant « Présent ! » de tant des nôtres tombés dans la plaine ! Dans ce silence, j'ai appelé avec angoisse, la gorge serrée : « Delanoë ! Delanoë ! Delanoë !... »

Je l'ai trouvé, la face contre la terre. Sur son pauvre et fier visage de soldat, la mort s'était acharnée. C'est là encore qu'une grenade l'avait mutilé, achevé, mais sans toucher au cordon du scapulaire, et il gisait, le Sacré-Cœur de Jésus sur son cœur. *Cor Jesu, spes in te morientium, miserere nobis.*

PAUL BOURGET,

de l'Académie française.